



Paris, le 6 juillet 2015

## Communiqué de presse

### **Infections associées aux soins de ville : des actions de prévention, de formation et de documentation à développer avec les professionnels**

Depuis 2008 et le lancement des indicateurs de sécurité puis de qualité des soins dans les établissements de santé, le ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes mène une politique volontariste de lutte contre les infections associées aux soins (IAS). Celles-ci – dont les infections nosocomiales, propres au secteur hospitalier – surviennent au cours ou au décours de la prise en charge (diagnostique, thérapeutique, palliative, préventive ou éducative) d'un patient, alors qu'elles n'étaient ni présentes ni en incubation au début de cette prise en charge.

S'agissant des soins dispensés en ville, le ministère rend publics les résultats d'une enquête – première du genre – réalisée auprès de toutes les professions. Au total, 112 représentations régionales et nationales de professionnels de ville – médecins, sages-femmes, chirurgiens-dentistes, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues... – ont répondu à hauteur de 43,5 % pour évaluer leur perception du niveau de risque infectieux de 62 actes de soins.

Constat : la part réservée au risque infectieux dans la formation initiale et continue des professionnels paraît devoir être amplifiée. Certains actes à haut risque d'infection font consensus chez les professionnels : dialyse péritonéale, endoscopie bronchique, implantologie dentaire, cathétérisme urinaire, pose et entretien de cathéter veineux, injections parentérales... En revanche, d'autres sont perçus comme à moindre risque : infiltration, pose de stérilet, radiologie interventionnelle, soins dentaires...

Concernant le volet qualitatif de l'enquête, 70% des répondants considèrent que le risque infectieux lié aux soins de ville est peu important ou nul, 55% savent qu'il existe des référentiels en matière d'hygiène adaptés à la ville mais estiment qu'ils ne sont pas facilement disponibles et 75% jugent nécessaire la rédaction de recommandations, notamment sur les mesures à prendre pour un patient porteur de bactéries multi-résistantes (BMR).

L'enquête du ministère a permis de dresser un état des lieux de la perception du risque infectieux par les professionnels de santé. Ses conclusions montrent que si la perception du risque infectieux est intégrée à la pratique pour la majorité des actes, elle reste perfectible pour certains. Elle permet surtout d'identifier des axes de prévention, de formation et de documentation à développer. **C'est sous le « chapeau » unique du programme national d'actions de prévention des infections associées aux soins (PROPIAS) que se construira le volet « prévention des IAS de ville ».** En effet, dès cette année, ce programme englobe toutes les actions proposées pour les 3 secteurs de la ville, des établissements de santé et médico-sociaux.

[Plus d'informations sur l'enquête consacrée aux infections associées aux soins de ville](#)

#### Contact presse

**Direction générale de l'offre de soins (DGOS)**

Alexandra Béchard

Tél. 01 40 56 47 43

[alexandra.bechard@sante.gouv.fr](mailto:alexandra.bechard@sante.gouv.fr)